

Direction des Achats

Service achats de fournitures, services et prestations intellectuelles

Pôle transversal

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES
(CCP)**

Acheteur :

Sorbonne Université

Représenté par :

La Présidente de Sorbonne Université

Direction des Achats

Service Achats de Fournitures, Services et Prestations Intellectuelles

18, Rue de la Sorbonne - 75005 Paris Cedex 05

Adresse postale : 1, rue Victor Cousin - 75230 Paris Cedex 05

OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Fourniture de moyens de paiement préfinancés CESU et services d'assistance à destination des personnels de Sorbonne Université

Tous les échanges liés à l'exécution administrative du contrat seront effectués prioritairement via le profil d'acheteur PLACE.

SOMMAIRE

PREAMBULE	4
ARTICLE 1 : IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR	4
ARTICLE 2 : OBJET DE LA CONSULTATION	4
2.1 OBJET DE L'ACCORD-CADRE	4
2.2 FORME DU MARCHÉ	4
2.3 PROCÉDURE DE PASSATION	5
2.4 MONTANT DE L'ACCORD-CADRE	5
ARTICLE 3 : ALLOTISSEMENT	5
ARTICLE 4 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	5
ARTICLE 5 : DURÉE DE L'ACCORD-CADRE	6
ARTICLE 6 : OBLIGATIONS GÉNÉRALES DES PARTIES	6
6.1 : REPRÉSENTATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR	6
6.2 : REPRÉSENTATION DU TITULAIRE	6
6.3 : SOUS-TRAITANCE	6
6.4 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE	7
6.4.1 : OBLIGATION DE RÉSULTAT	7
6.4.2 : OBLIGATION D'INFORMATION ET DE CONSEIL	7
6.4.3 : CONFIDENTIALITÉ	8
6.4.4 : PROTECTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL	8
6.4.5 : PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	8
6.4.6 : RESPECT DE LA LOI « INFORMATIQUE ET LIBERTÉS »	10
6.4.7 : RÉPARATION DES DOMMAGES	10
6.4.8 : COMPORTEMENT DU PERSONNEL	10
ARTICLE 7 : DESCRIPTION DES PRESTATIONS ET MODALITÉS D'EXÉCUTION	10
7.1 FORME DES TITRES CESU	11
7.2 VALEUR FACIALE DES TITRES CESU	12
7.3 LIVRAISON DES TITRES CESU	12
7.4 : PERTES OU VOLS DES TITRES CESU	13
7.5 REMBOURSEMENT DES TITRES CESU PÉRIMÉS	13
7.6 SERVICE CLIENT	13
7.7 FORMATION À L'UTILISATION DE LA PLATEFORME	14
7.8 MISE À DISPOSITION DE SUPPORTS INFORMATIFS	14
7.9 SUIVI, INDICATEURS ET STATISTIQUES	14
7.10 RÉUNIONS	15
7.11 GESTION EN FIN DE MARCHÉ ET RÉVERSIBILITÉ DES DONNÉES	15
ARTICLE 8 : MODALITÉS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ	15
8.1 BONS DE COMMANDE	15
8.2 MODIFICATION D'UN BON DE COMMANDE	16
8.3 SUSPENSION D'UN BON DE COMMANDE	16
8.4 INTERRUPTION D'UN BON DE COMMANDE	16
8.5 : CONTRÔLE DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	16
ARTICLE 9 : PRIX	17
9.1 : FORME DES PRIX	17

9.2 : VARIATION DES PRIX.....	17
9.3 : CONTENU DES PRIX	17
9.4 : PRIX DE RÈGLEMENT.....	17
ARTICLE 10 : MODALITÉS DE RÈGLEMENT	17
10.1 : PRÉSENTATION DES FACTURES	18
10.2 : DÉLAI GLOBAL DE PAIEMENT	18
10.3 PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS	19
10.4 : ACOMPTE.....	19
10.5 : AVANCE	19
10.6 NANTISSEMENT OU CESSION DE CRÉANCE	19
ARTICLE 11 : PÉNALITÉS.....	19
11.1 PÉNALITÉS POUR MANQUEMENT AUX OBLIGATIONS ASSOCIÉES À LA PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRES PERSONNEL	20
11.2 PÉNALITÉS EN CAS DE NON-TRANSMISSION DU CONTRAT DE SOUS-TRAITANCE.....	20
11.3 PÉNALITÉS POUR NON-CONFORMITÉ DES FORMALITÉS RELATIVES AU TRAVAIL DISSIMULÉ	20
ARTICLE 12 : DÉFAILLANCE DU TITULAIRE	20
ARTICLE 13 : MODIFICATION DU CONTRAT	21
ARTICLE 14 : RÉSILIATION	21
ARTICLE 15 : DIFFÉRENDS	22
ARTICLE 16 : ASSURANCES	22
ARTICLE 17 : PIÈCES ET ATTESTATIONS À FOURNIR	23
ARTICLE 18 : CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE	23
ARTICLE 19 : DÉROGATION AU CCAG-FCS	23

PREAMBULE

Unique par son histoire, Sorbonne Université est une université pluridisciplinaire et de recherche intensive composée de trois facultés : la faculté de Médecine, la faculté des Lettres, et la faculté des Sciences et d'Ingénierie.

Elle a pour ambition de réunir ses atouts au sein d'une université de recherche de rang mondial, présentant tout l'éventail disciplinaire des lettres, des arts, des sciences humaines et sociales, des sciences, de l'ingénierie et de la médecine. Dans un contexte universitaire en constante évolution, Sorbonne Université sera ainsi un carrefour de tous les savoirs, capable de répondre aux enjeux intellectuels et scientifiques du 21^{ème} siècle.

Déployant ses formations auprès de 54 000 étudiants dont 4 700 doctorants et 10 200 étudiants étrangers, elle emploie 6 300 enseignants, enseignants-chercheurs et chercheurs et 4 900 personnels de bibliothèque, administratifs, techniques, sociaux et de santé. Forte également de 137 unités de recherche, 31 unités de formation et de recherche, 40 départements de formation et 23 écoles doctorales, Sorbonne Université dispose d'un potentiel de premier plan, majoritairement situé dans le Quartier Latin, cœur historique de l'université et de la science à Paris. Elle étend aussi sa présence sur plus de vingt sites en Ile-de-France et en Régions.

Article 1 : Identification du pouvoir adjudicateur

Sorbonne Université
21, rue de l'École de Médecine
75006 Paris

Représenté par :

La Présidente de Sorbonne Université : Nathalie DRACH-TEMAM

Direction des Achats
Service Achats de Fournitures, Services et Prestations Intellectuelles
18, Rue de la Sorbonne - 75005 Paris Cedex 05
Adresse postale : 1, rue Victor Cousin - 75230 Paris Cedex 05

Article 2 : Objet de la consultation

2.1 Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet la fourniture, la gestion, l'assistance et la livraison de chèques emploi-service universel préfinancés dématérialisés (ci-après « e-CESU ») ou en version papier (ci-après « CESU papier ») au bénéfice des agents éligibles de Sorbonne Université répondant aux critères médico-sociaux d'attribution définis par le Conseil d'Administration.

Code CPV principal :

- 85310000-5 : Services d'action sociale

Codes CPV supplémentaires :

- 85000000-9 : Services de santé et services sociaux
- 85300000-2 : Services d'action sociale et services connexes
- 85320000-8 : Services sociaux

2.2 Forme du marché

Le présent marché est conclu sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande.

Référence de la consultation : SU-2025-SAFSPI99-CESU
CCP

2.3 Procédure de passation

Soumise aux dispositions du Code de la commande publique, la consultation est conduite sous la forme d'une procédure adaptée en application des articles L.2123-1-1° ; R.2123-1-3° et R.2123-4 à R.2123-6 du Code de la commande publique.

Les prestations relèvent d'un contrat de fournitures et de services – CCAG Fournitures Courantes et Services (FCS).

2.4 Montant de l'accord-cadre

Conformément au décret du 23 août 2021, l'accord-cadre est conclu avec un montant maximum annuel fixé à : 250 000 € H.T.

Sans que ce montant ne constitue un engagement contractuel, le montant de l'accord-cadre sur sa durée totale (reconductions éventuelles comprises) est estimé à 600 000 € HT.

Aucune indemnité de dédit ne sera due par Sorbonne Université au cas où le montant cumulé des bons de commande et/ou des marchés subséquents passés sur le fondement de l'accord-cadre n'atteindrait pas le montant estimé indiqué ci-dessus.

Article 3 : Allotissement

Le présent marché n'est pas alloti, car il n'est pas possible d'identifier des prestations distinctes, conformément aux articles L2113-10 et L2113-11 du code de la commande publique.

Article 4 : Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4 du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et ses annexes ;
- Le bordereau des prix unitaires et détail quantitatif estimatif (BPU_DQE) ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification du marché ;
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (C.C.P) accepté sans aucune modification ;
- Le cadre de réponse technique remis par le titulaire (CRT) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services (Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de Fournitures Courantes et Services).

Le titulaire ne peut se prévaloir, en cours d'exécution, d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent accord-cadre.

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre susmentionné. Seuls les exemplaires originaux, conservés dans les archives de Sorbonne Université, font foi.

Toute clause portée dans les conditions générales de vente, catalogues, barèmes ou documentation quelconques produits par le titulaire et contraire aux dispositions des pièces constitutives du marché est réputée non écrite.

Article 5 : Durée de l'accord-cadre

Le présent marché est conclu pour une durée ferme de 1 an, à compter de la date de notification. Le marché est reconductible trois (3) fois, douze (12) mois, sans pouvoir excéder quarante-huit (48) mois.

La décision de reconduction est tacite. En application des dispositions de l'article R2112-4 du Code de la commande publique, le titulaire ne peut refuser la reconduction.

En cas de non-reconduction, Sorbonne Université devra en informer le titulaire par voie expresse deux (2) mois avant la date anniversaire du marché. L'absence de reconduction est un pouvoir discrétionnaire du pouvoir adjudicateur.

Article 6 : Obligations générales des parties

6.1 : Représentation du pouvoir adjudicateur

Dès la notification du marché, l'acheteur désigne une personne au sein de ses services, habilitée à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

Le service social et du handicap de Sorbonne Université est seul habilité à valider la délivrance des titres CESU sur demande des personnels, dont les critères ont été définis par délibération du conseil d'administration, sur évaluation sociale et au titre du handicap, en lien éventuel avec le médecin du travail.

6.2 : Représentation du titulaire

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de l'acheteur pour les besoins de l'exécution du marché. Celles-ci sont réputées disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

En cours d'exécution, le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications se rapportant :

- Aux personnes ayant pouvoir de l'engager ;
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- À sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- À son adresse ou à son siège social ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Un agent commercial du fournisseur sera dédié au suivi du marché et sera l'interlocuteur direct privilégié de Sorbonne Université. Ce dernier devra répondre aux demandes émises sous 5 jours ouvrés.

6.3 : Sous-traitance

Conformément aux articles R2193-4 à R2193-8 et R2193-10 à R2193-22 du Code de la commande publique, **le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties des prestations incluses dans le contrat à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chacun des sous-traitants et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.**

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, le titulaire doit se conformer aux dispositions des articles précités. Le titulaire se devant de réaliser les prestations par ses propres moyens, le recours à la sous-traitance doit revêtir un caractère exceptionnel.

En cas de sous-traitance du marché, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de celui-ci.

Le paiement direct d'un sous-traitant pour la partie du marché dont il assure l'exécution s'effectue lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC.

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, l'acheteur notifie au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le titulaire du marché fait connaître au pouvoir adjudicateur le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

Le titulaire du marché est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels à l'acheteur, lorsque celui-ci en fait la demande. À défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de quinze (15) jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par l'acheteur, le titulaire encourt, par dérogation à l'article 3.6 du CCAG FCS, une pénalité journalière égale 1/300^{ème} du montant hors taxes du marché déjà exécuté, éventuellement modifié par avenant. Cette pénalité s'applique pour chaque jour de retard.

6.4 : Obligations du titulaire

6.4.1 : Obligation de résultat

Le titulaire a une parfaite connaissance des normes en vigueur concernant les CESU. Le présent marché est assorti d'une **obligation générale de résultat** pour l'ensemble des prestations. Le titulaire est pleinement responsable de la bonne exécution du marché. Il ne peut nullement mettre en avant une quelconque défaillance de ses sous-traitants ou fournisseurs.

Le titulaire doit notamment satisfaire aux obligations suivantes :

- Se conformer aux stipulations décrites dans le présent CCP ;
- Informer et conseiller : à ce titre, il s'engage d'une manière générale à répondre aux demandes de renseignements émanant de l'acheteur et à communiquer toutes les explications concernant l'exécution du marché ;
- Demander au pouvoir adjudicateur toute information ou renseignement qu'il juge nécessaire à la bonne exécution du marché.

Dans le cas où le titulaire n'exécute pas les prestations dans les conditions prévues par les documents du marché, le pouvoir adjudicateur a la faculté d'appliquer des pénalités et ou indemnités telles que prévues au présent CCP ou de résilier le marché, conformément au présent CCP.

6.4.2 : Obligation d'information et de conseil

Le titulaire a une parfaite connaissance des normes en vigueur concernant les CESU. Il reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil notamment d'information et de recommandation auprès du pouvoir adjudicateur. Le titulaire s'engage à informer le pouvoir adjudicateur sans délai de tout changement normatif au cours de l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire devra s'adapter à toute modification de la législation et de la réglementation relative à l'utilisation et à l'émission des CESU préfinancés.

6.4.3 : Confidentialité

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, a connaissance d'information ou reçoit communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du pouvoir adjudicateur, est tenu de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution de l'accord-cadre. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

En particulier, le titulaire s'engage à ne pas utiliser, sans l'accord du pouvoir adjudicateur selon le cas, ses connaissances sur les matériels, logiciels, lieux d'implantation des prestations, pour accéder ou permettre à des tiers d'accéder aux informations détenues par le pouvoir adjudicateur, qu'il s'agisse de données, de programmes, de documents relatifs à une procédure de mise en concurrence ou de toutes autres informations.

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire s'engage en outre :

- À prendre les mesures nécessaires pour garantir la neutralité de ses services vis-à-vis du contenu des messages transmis et le secret des correspondances :
 - o En particulier le titulaire ne peut utiliser les coordonnées ou les données de facturation du pouvoir adjudicateur pour une prospection ou une opération commerciale, à l'exception de celles concernant l'activité autorisée et relevant de la relation contractuelle entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur ;
 - o Le titulaire ne peut communiquer à des tiers à l'accord-cadre, les informations de facturation qu'il détient que dans le respect des lois applicables.
- À permettre à l'acheteur de s'opposer gratuitement, appel par appel, ou de façon permanente, à l'identification du numéro ou du nom par le poste appelé.

6.4.4 : Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail

Le titulaire produit tous les six (6) mois à compter de la notification du marché jusqu'à son expiration une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L243-15 du Code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six (6) mois (articles D8222-5-1° du Code du travail et D243-15 du Code de sécurité sociale).

Si le titulaire est un groupement d'opérateurs économiques, une déclaration est remplie par membre du groupement.

6.4.5 : Protection des données à caractère personnel

A l'occasion de l'exécution du présent marché, le titulaire est susceptible d'avoir accès à certaines données à caractère personnel. Dans cette hypothèse il doit être fait application de la réglementation relative aux traitements de données à caractère personnel et notamment du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (dit « règlement général sur la protection des Données » ou RGPD) ainsi que de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée.

Conformément à cette loi, le titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations à caractère personnel et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le titulaire s'engage donc à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- Ne faire aucune copie des documents et supports relatifs aux informations à caractère personnel qui lui sont confiées, autrement que dans le strict cadre de l'exécution du marché ;
- Ne pas utiliser les documents et supports relatifs aux informations à caractère personnel à des fins autres que celles spécifiées par le marché ;
- Ne pas divulguer les informations à caractère personnel à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales, autrement que dans le strict cadre de l'exécution du marché ;
- Prendre toute mesure permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques relatifs aux informations à caractère personnel en cours d'exécution des présentes ;
- Prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des informations à caractère personnel traitées pendant la durée du marché ;
- Et en fin de contrat à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies.

En cas de violation par le titulaire du secret professionnel ou des dispositions précitées, le marché peut être résilié de plein droit par l'université sans indemnités en faveur du titulaire.

Cette résiliation ne fait pas obstacle à des poursuites pénales éventuelles, la responsabilité du titulaire pouvant être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-22 du Code pénal.

Sorbonne Université se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect de ses obligations par le titulaire au titre du présent article.

Protection des données personnelles en cas de sous-traitance :

Le règlement européen (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données - notamment l'article 28 - impose des obligations spécifiques aux sous-traitants qui doivent notamment aider les responsables de traitement dans leur démarche permanente de mise en conformité de leurs traitements.

Ainsi lorsque le sous-traitant intervient dans la mise en œuvre d'un traitement de données personnelles, il doit offrir à son client « des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du (...) règlement et garantisse la protection des droits de la personne concernée ».

Le sous-traitant doit notamment assister et conseiller le pouvoir adjudicateur dans sa conformité à certaines obligations prévues par le règlement européen (analyses d'impact, notification de violation, sécurité, destruction des données, contribution aux audits).

Concrètement, cela implique :

- Une obligation de transparence et de traçabilité ;
- La prise en compte des principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut ;

- Une obligation de garantir la sécurité des données traitées ;
- Une obligation d'assistance, d'alerte et de conseil.

Il appartient au titulaire de veiller au respect de la réglementation par son sous-traitant.

6.4.6 : Respect de la loi « informatique et libertés »

Dès la notification du marché, le titulaire s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, dite Loi « Informatique et libertés ».

À ce titre, il entreprend les démarches nécessaires auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), relatives à l'exécution des prestations et à l'utilisation de fichiers contenant des données à caractère personnel.

Il rend compte à l'établissement de ses démarches et des éventuelles difficultés rencontrées.

6.4.7 : Réparation des dommages

Les dommages de toute nature, causés au personnel ou aux biens de l'acheteur par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge de l'acheteur.

Tant que les fournitures restent la propriété du titulaire, celui-ci est, sauf faute de l'acheteur, seul responsable des dommages subis par ces fournitures du fait de toute cause autre que l'exposition à la radioactivité artificielle ou les catastrophes naturelles dûment reconnues. Cette stipulation ne s'applique pas en cas d'adjonction d'équipements fournis par l'acheteur au matériel du titulaire et causant des dommages à celui-ci.

Le titulaire garantit l'acheteur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

6.4.8 : Comportement du personnel

Le personnel du titulaire doit faire preuve d'amabilité et de la plus grande correction. Le titulaire se porte garant de l'honorabilité de son personnel.

Il est rappelé que le titulaire est responsable de ses employés en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit. Toute détérioration sur le mobilier, le matériel, les revêtements, au cours de l'exécution des prestations, est à la charge du titulaire.

Article 7 : Description des prestations et modalités d'exécution

Le présent marché concerne la prestation d'émission et de gestion des titres CESU accordés par Sorbonne Université à son personnel répondant aux critères médico-sociaux d'attribution définis par le Conseil d'Administration. L'éligibilité à la prestation et le montant des titres CESU dont peut bénéficier les agents sont déterminés par Sorbonne Université.

Le Titulaire de l'accord-cadre doit prendre en charge les prestations suivantes :

- Le suivi des demandes d'émission de titres CESU transmises par Sorbonne Université ;
- La conception et l'émission des CESU sur papier ou des e-CESU, selon le choix du bénéficiaire ;
- La livraison des CESU papier par remise en mains propres auprès de l'interlocuteur identifié de Sorbonne Université (la distribution aux bénéficiaires sera opérée par Sorbonne Université) ;
- Pour les e-CESU, la mise à disposition d'une plateforme dématérialisée de gestion des e-CESU ;

- La mise à disposition d'un service client pour les prestations objets du marché ;
- La formation à l'utilisation de la plateforme et à la gestion du compte manager de Sorbonne Université ;
- La transmission d'un tableau de bord de statistiques sur la gestion et la consommation des CESU.

Les CESU objets du marché doivent pouvoir être utilisés pour des prestations couvrant le domaine suivant :

- Aide à l'entretien du logement principal

Sorbonne Université se réserve le droit d'élargir cette liste en cours d'exécution du marché.

Les CESU sont entièrement préfinancés et utilisables sur l'ensemble du territoire national pour les prestations définies conformément à la réglementation en vigueur. Ils doivent pouvoir être utilisables en une ou plusieurs fois auprès d'un ou plusieurs prestataires différents.

Les titres CESU doivent être accompagnées d'un « mode d'emploi » mentionnant notamment la liste des domaines de prestation dans lesquelles le moyen de paiement peut être utilisé.

7.1 Forme des titres CESU

Les titres émis seront conformes à la réglementation en vigueur (caractéristiques du papier, dimensions, insertion des logos, mentions obligatoires...). Conformément à l'arrêté du 19 décembre 2007 pris pour application de l'article L.129-8 du code du travail et fixant les caractéristiques et la valeur faciale maximale du chèque emploi-service universel ayant la nature d'un titre spécial de paiement, les CESU préfinancés seront émis sous format papier ou en dématérialisé. Le choix s'opèrera au cas par cas, en fonction du souhait des différents bénéficiaires et conformément aux prescriptions définies ci-après.

Pour les « CESU papier » :

Les titres émis sous format papier seront personnalisés en application de la réglementation en vigueur et dans le respect des préconisations formulées par Sorbonne Université.

À tout moment, au cours de l'exécution du marché, Sorbonne Université se réserve la possibilité de demander au Titulaire de modifier les mentions portées sur les titres, dans le respect de la réglementation. Le Titulaire assurera, durant toute la durée du marché, la mise à jour (actualisation) de cette prestation dans le respect de la réglementation et des demandes de Sorbonne Université

Pour les « e-CESU » :

Concernant les titres émis sous forme dématérialisée, le Titulaire mettra à disposition une plateforme de dématérialisation. Sorbonne Université pourra gérer l'ouverture des comptes correspondants à des droits de tirage aux bénéficiaires. Les bénéficiaires devront pouvoir se connecter sur la plateforme du Titulaire avec un identifiant et un mot de passe personnels et sécurisés leur permettant d'accéder et de gérer leur compte, ainsi que des fonctions de gestion. A minima : crédit, solde, historique.

Les modalités de cette dématérialisation seront précisées dans l'offre technique du Titulaire. Le Titulaire assurera, durant toute la durée du marché, la mise à jour (actualisation) de cette prestation dans le respect de la réglementation et des demandes de Sorbonne Université. Cette prestation est incluse dans les frais de gestion afférents.

L'espace bénéficiaire des e-CESU doit être ergonomique, intuitif et simple d'utilisation. Le dispositif CESU étant à destination de personnes en situation de handicap, Sorbonne Université portera une grande attention au caractère inclusif et accessible de la plateforme. Le Titulaire devra mettre à

disposition des tutoriels, des modes-opérateurs ou des formations pour son utilisation afin d'accompagner les bénéficiaires.

7.2 Valeur faciale des titres CESU

Pour les « CESU papier » :

La valeur faciale du CESU papier est fixée aux montants suivants, en fonction des demandes : dix (10), vingt (20) ou cinquante (50) euros mais est prioritairement de 10 €. Les chèques seront regroupés par carnet de 5 à 10 chèques.

Les valeurs faciales souhaitées seront précisées dans les commandes émises par Sorbonne Université. Les titres CESU seront distribués aux bénéficiaires en différentes coupures en fonction de l'aide annuelle à laquelle ils peuvent prétendre.

À tout moment, au cours de l'exécution du marché, Sorbonne Université se réserve la possibilité de demander au Titulaire de fournir aux bénéficiaires une valeur faciale différente.

Pour les « e-CESU » :

Les e-CESU seront accessibles par les bénéficiaires sur leurs espaces personnels dématérialisés, leur permettant de suivre précisément l'utilisation de l'aide attribuée sous cette forme et de payer en ligne les intervenants pour les différentes dépenses possibles avec ces CESU.

7.3 Livraison des titres CESU

Pour les « CESU papier » :

L'émetteur s'engage à livrer les titres CESU **obligatoirement par remise en mains propres** sur le site de Sorbonne Université indiqué dans le bon de commande. Les personnes habilitées et autorisées à réceptionner les CESU pour Sorbonne Université seront nommément identifiées. La remise en mains propre ne pourra s'effectuer qu'en leur présence. Un délai maximum de 10 jours ouvrés doit être respecté entre la date de réception de commande et l'expédition des titres.

La prestation comprendra :

- La mise sous pli dans des enveloppes avec l'adresse des bénéficiaires
- La livraison avec remise en mains propres

Les carnets seront expédiés en un seul pli.

Les enveloppes utilisées seront neutres sans logo afin d'éviter tout risque de vol, avec une grande opacité afin d'assurer la discrétion du contenu, élaborées avec un papier résistant permettant de diminuer le risque de détérioration des carnets.

L'émetteur devra envoyer en même temps que les carnets de CESU préfinancés, une information claire et précise sur les modalités de fonctionnement des CESU pour les bénéficiaires, et notamment les conditions de remboursement des CESU non utilisés, perdus ou volés.

L'émetteur est responsable du transport des CESU préfinancés. Conformément au CCAG-FCS, les risques afférents au transport incombent au titulaire. Celui-ci reste responsable des opérations de conditionnement, de chargement, d'arrimage, de déchargement et de livraison. À ce titre, l'émetteur sera tenu pour responsable en cas de perte ou de vol des CESU préfinancés pendant leur transport.

Si Sorbonne Université déclare ne pas les avoir reçus, l'annulation des CESU sera demandée auprès du Titulaire. Le Titulaire doit assurer dans un délai de 10 jours ouvrés maximum leur remplacement en cas de disparition, de perte ou de vol au cours du transport. En cas de non-respect de ce délai, des pénalités pourront s'appliquer.

Pour les « e-CESU » :

La plateforme du Titulaire devra permettre à Sorbonne Université de gérer la création des comptes pour les bénéficiaires au fur et à mesure.

La possibilité d'injecter dans la plateforme du prestataire un fichier comportant toutes les données nécessaires afin de programmer en masse des comptes des bénéficiaires serait appréciée.

La mise à disposition effective des titres e-CESU sur la plateforme dématérialisée devra intervenir dans un délai de 72h ouvrées à compter de la réception du bon de commande.

Le Titulaire envoie obligatoirement une notification lorsque le crédit a été validé et réalisé sur le compte du bénéficiaire (par exemple par le biais de mails automatiques).

7.4 : Pertes ou vols des titres CESU

Avant la remise à Sorbonne Université :

Les pertes et vols survenant avant la remise à Sorbonne Université (soit avant la réception par remise en mains propres) sont imputables au Titulaire. Dans ce cas, il annule les CESU et procède à une nouvelle émission et à une nouvelle remise en mains propres. **Pour cette nouvelle livraison, aucune commission ne lui est due et il supporte les frais d'envoi.**

Après la remise à Sorbonne Université :

Les pertes et vols survenant après la remise à Sorbonne Université, sur constat par une preuve de réception détenue par le Titulaire, donnent lieu à l'annulation des CESU et à une nouvelle commande d'émission.

Dans ce cas, Sorbonne Université supporte uniquement les frais de gestion et d'envoi, indiqués dans le BPU et liés à cette réémission. L'annulation des CESU ne donne pas lieu à un nouveau paiement des valeurs faciales.

L'émetteur rembourse les CESU préfinancés annulés, perdus ou volés, selon une périodicité annuelle. Simultanément, le Titulaire adresse à Sorbonne Université un état récapitulatif des CESU annulés, perdus ou volés correspondant à ce remboursement.

7.5 Remboursement des titres CESU périmés

Conformément aux textes en vigueur, les CESU sont utilisables par leurs bénéficiaires jusqu'au 31 janvier de l'année qui suit le millésime d'émission.

Une fois les titres CESU périmés, il est attendu du titulaire le remboursement **automatique** des soldes restants des bénéficiaires. Sorbonne Université entend ainsi bénéficier du remboursement de l'intégralité des dotations non dépensées ainsi que des dotations des bénéficiaires qui n'auraient jamais utilisé les moyens de paiement préfinancés. Aucune démarche de la part des bénéficiaires ou de Sorbonne Université ne pourront être demandées par le Titulaire pour conditionner le remboursement, celui-ci sera **automatique**.

L'émetteur rembourse les CESU périmés selon une périodicité annuelle. Ce remboursement s'opérera sous la forme d'un remboursement classique des soldes restants.

7.6 Service client

Le titulaire mettra en place un service client offrant un service d'information et d'assistance aux bénéficiaires des prestations couvertes par le présent marché. Ce service sera assuré par les moyens

traditionnels d'assistance (plateforme téléphonique, assistance par courriel etc.). Le titulaire précise dans son offre les modalités de fonctionnement de ce service. Les réponses aux questions simples des bénéficiaires devront être apportées sous 48h ouvrées.

Le CESU social a des particularités qui nécessitent un accompagnement notamment pour le circuit dématérialisé et pour signaler tout incident (vol, perte, etc...). Le Titulaire s'engage à mettre à disposition des demandeurs d'information des opérateurs téléphoniques spécialement formés aux caractéristiques des CESU de Sorbonne Université pendant toute la durée du marché.

Si la demande revêt un caractère particulier de difficulté ou ne comporte pas les éléments nécessaires, le Titulaire adressera, dans un délai de 3 jours ouvrés, une demande de précision ou une réponse d'attente précisant un délai indicatif de réponse. Le cas échéant, le Titulaire sollicitera auprès de Sorbonne Université des éléments de réponse.

Le Titulaire ne peut assurer, dans le cadre de l'exécution du marché, la promotion de produits ou services qu'il commercialise. Des pénalités pourront être appliquées en cas d'incident.

La rémunération de ce service client est comprise dans les frais de gestion d'émission des titres CESU.

7.7 Formation à l'utilisation de la plateforme

Le Titulaire devra dispenser une formation à l'utilisation de la plateforme et à la gestion du compte manager de Sorbonne Université.

Cette prestation n'est pas incluse dans les frais de gestion d'émission des titres CESU. Le prix de la formation est à renseigner dans le BPU.

7.8 Mise à disposition de supports informatifs

Le titulaire devra mettre à disposition :

- Une communication claire pour présenter l'offre CESU dématérialisée qu'il propose (plateforme). Le bénéficiaire doit pouvoir se référer à un guide utilisateur simple. Sorbonne Université doit disposer d'un outil d'accompagnement pour guider les bénéficiaires sur la démarche de la dématérialisation. Sorbonne Université sera sensible aux outils pédagogiques proposés pour accompagner les usagers sur la démarche de la dématérialisation.

Cette prestation est incluse dans les frais de gestion d'émission des titres CESU.

7.9 Suivi, indicateurs et statistiques

Compte tenu des enjeux, Sorbonne Université souhaite pouvoir suivre au plus près le dispositif CESU. Le suivi statistique est indispensable pour gérer, évaluer et démontrer l'utilité du dispositif. L'émetteur s'engage à fournir à Sorbonne Université le détail par bénéficiaire des titres perdus – périmés pour chaque millésime, afin de permettre la mise en place si nécessaire d'un accompagnement personnalisé auprès des bénéficiaires n'ayant pas réussi à utiliser les chèques.

Le Titulaire devra mettre à disposition un tableau de bord permettant le suivi des statistiques et des données du dispositif CESU de Sorbonne Université. Le Tableau de bord est établi sur des fichiers de type Excel ou selon toute solution technique équivalente permettant d'accéder rapidement aux informations suivantes :

- Nombre de CESU commandés par type (e-CESU ou CESU papier) / millésime
- Nombre de titres émis par bénéficiaire /millésime
- Nombre de titres perdus par bénéficiaire /millésime
- Montant CESU non utilisé par bénéficiaire / millésime

- Montant global des CESU encaissés / millésime
- Montant global des CESU non utilisés / millésime
- Montant total des CESU attribués (Nombre de CESU x valeur faciale) / millésime

Sorbonne Université se réserve le droit d'ajouter d'autres indicateurs à cette liste.

Le Tableau de bord est remis chaque trimestre à termes échus au responsable du suivi de l'exécution du marché pour Sorbonne Université. Le Titulaire s'assure du suivi de la prestation et s'organise pour tenir à jour les données nécessaires au renseignement du Tableau de bord. Des pénalités pourront s'appliquer en cas de non-transmission ou de retard de transmission.

Sorbonne Université se réserve le droit de demander l'historique des dépenses pour les e-CESU. Concernant les CESU papier, les candidats pourront proposer des solutions en matière de traçabilité de l'historique d'utilisation dans leur cadre de réponse technique, s'il en existe.

7.10 Réunions

Une réunion de démarrage aura lieu afin d'effectuer le lancement du marché. Chacune des deux parties pourra, si elle le juge nécessaire pour le bon déroulement, proposer d'autres réunions.

Pendant l'exécution des prestations, un suivi opérationnel est nécessaire, ainsi, le prestataire désignera un interlocuteur unique pour Sorbonne Université afin d'obtenir un suivi et un état d'avancement tout au long du projet. Un ensemble de documentation et une comitologie seront validées lors de la réunion de lancement permettant de préciser les modalités pratiques. Ces comités permettront de préciser les difficultés rencontrées par le titulaire et Sorbonne Université ainsi que d'identifier les solutions aux potentiels points de blocage.

7.11 Gestion en fin de marché et réversibilité des données

Le Titulaire gère les demandes qui lui sont parvenues avant la fin du dernier jour de la durée du marché. Le Titulaire est tenu de conserver tous les dossiers et pièces relatives à l'objet du marché. À l'issue du marché, le Titulaire transmet l'ensemble des documents qu'il a traités et conservés relatifs à l'exécution du présent marché à Sorbonne Université qui se chargera alors de leur archivage.

Article 8 : Modalités d'exécution du marché

8.1 Bons de commande

L'accord-cadre s'exécute par l'émission de bons de commande. Chaque commande sera notifiée par le pouvoir adjudicateur par l'émission de bons de commande au fur et à mesure des besoins, dans les conditions définies ci-dessous et à l'article 3.7 du CCAG/FCS.

Les bons de commande précisent les prestations à exécuter. Ils sont notifiés au titulaire par un représentant habilité de l'acheteur par courriel ou par courrier postal. L'annulation d'une commande est notifiée dans les mêmes conditions.

Chaque bon de commande doit comporter au minimum les renseignements suivants :

- la référence du présent contrat ;
- le numéro de commande SIFAC SU ;
- la date de la commande ;
- le nom du service émetteur de la commande ;
- le descriptif de la prestation commandée ;

- le prix de la prestation exprimé en euro HT ;
- le taux de TVA appliqué ;
- le prix de la prestation en euros TTC ;
- la date de la livraison ;
- le lieu d'exécution des prestations ;
- le délai d'exécution de la prestation, exprimé en jours calendaires, en semaines ou en mois.

A compter de la notification du bon de commande, le titulaire dispose d'un délai de cinq (5) jours ouvrés pour faire connaître ses observations. Passé ce délai, le bon de commande est considéré comme accepté. Les unités de commandes sont listées à l'annexe financière.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de demander, avant émission d'un bon de commande, un devis au titulaire afin de déterminer exactement, par application des prix unitaires, le montant d'un bon de commande. Le titulaire devra transmettre ce devis dans un délai de **72 heures ouvrées** à compter de la réception de la demande.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le titulaire. Aucun bon de commande non visé ne doit être pris en charge par le titulaire. Aucune facture correspondant à un bon de commande non signé ne sera payée.

En cas de dénonciation et de même, à l'échéance normale du terme contractuel du marché, le titulaire conserve la responsabilité de l'exécution des bons de commande notifiés au cours de la période de validité du marché.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché. Tout bon de commande notifié pendant la période de validité du marché doit être exécuté jusqu'à son terme.

8.2 Modification d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, l'acheteur pourra modifier les prestations objet du bon de commande correspondant afin d'ajuster notamment la volumétrie des articles. L'acheteur émet alors un bon de commande rectificatif comportant les mentions visées au présent article.

8.3 Suspension d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, l'acheteur peut en suspendre l'exécution pour une durée indiquée au titulaire. Cette suspension ne donne lieu à aucune indemnisation.

À l'expiration de cette durée, l'acheteur peut soit autoriser la reprise de l'exécution du bon de commande ayant fait l'objet d'une suspension, soit émettre, dans les conditions mentionnées ci-dessus, un bon de commande rectificatif portant sur la poursuite des prestations, objet du ou des bons de commande suspendus, soit interrompre le bon de commande dans les conditions mentionnées ci-dessus.

8.4 Interruption d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, l'acheteur peut en interrompre l'exécution.

Dans l'hypothèse où l'interruption du bon de commande est directement et exclusivement imputable à l'acheteur, celui-ci prendra à sa charge les frais engagés par le titulaire du fait du démarrage de l'exécution du ou des bons de commande correspondants jusqu'à l'ordre d'interruption, sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés par lui et de leur utilité.

8.5 : Contrôle de l'exécution des prestations

Les vérifications quantitative et qualitative liées à l'exécution des prestations sont effectuées par le pouvoir adjudicateur dans les conditions prévues au CCAG-FCS.

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet seront prises par le pouvoir adjudicateur dans les conditions prévues au CCAG-FCS.

Article 9 : Prix

9.1 : Forme des prix

Le présent marché est traité à prix unitaires exprimés en euros hors taxes (HT).
Les prix sont détaillés dans l'annexe financière à l'acte d'engagement (BPU).

9.2 : Variation des prix

À l'exception des frais d'envoi, les prix unitaires et/ou le % sur la valeur faciale sont fermes et définitifs pour toute la durée du marché.
Les frais d'envoi pourront être ajustés en cours d'exécution du marché sur présentation des tarifs officiels de l'expéditeur (postaux ou autres).

9.3 : Contenu des prix

Les prix sont réputés complets et comprennent les prestations demandées, les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations ainsi que tous les frais nécessaires à la réalisation complète des missions confiées au titulaire, livraison comprise. Ainsi, le prix tient compte des frais de secrétariat et d'assurance, y compris en responsabilité légale personnelle.

9.4 : Prix de règlement

Les prix figurant dans l'offre du titulaire sont réputés établis aux conditions économiques à la date de remise des offres.

Les prix sont libellés en euros et resteront inchangés en cas de variation du taux de change.

En cas de changement du taux de TVA, le taux de TVA réglementaire s'applique automatiquement de droit.

Article 10 : Modalités de règlement

Le règlement est effectué par virement au compte ouvert au nom du titulaire à partir de son RIB fourni avec l'acte d'engagement.

L'ordonnateur de la dépense est la Présidente de Sorbonne Université.

Le comptable assignataire de la dépense est l'Agent Comptable de Sorbonne Université.

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues par le CCAG-FCS.

Le règlement sera effectué sur présentation d'une facture établie au regard des prestations stipulées dans le marché, qui sont achevées et constatées par l'Université. Ne doivent figurer sur la facture que les fournitures ou services relevant du présent marché. Toute autre fourniture ou service commandé qui ne serait pas prévu dans le marché doit faire l'objet d'une facturation séparée.

10.1 : Présentation des factures

Les factures correspondent aux prestations commandées, elles sont libellées au nom de Sorbonne Université.

L'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique fixe les modalités techniques de transmission des factures sous forme dématérialisée et de mise à disposition des informations relatives au traitement des factures au travers de la solution mutualisée dénommée Chorus Pro.

La transmission des factures sous forme dématérialisée par le titulaire, l'émetteur, s'effectue selon l'un des trois modes suivants, au choix de l'émetteur :

- Un mode « flux » correspondant à une transmission automatisée de manière univoque entre le système d'information de l'émetteur ou de son tiers de télétransmission et Chorus Pro ;
- Un mode « portail », nécessitant de la part de l'émetteur :
 - o Soit la saisie manuelle des éléments de facturation ;
 - o Soit le dépôt de sa facture dématérialisée dans un format autorisé dans les conditions prévues à l'article 5 de l'arrêté ;
- Un mode « service », nécessitant de la part de l'émetteur l'implémentation dans son système d'information de l'appel aux services mis à disposition par Chorus Pro.

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures transmises doivent obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- Le **numéro du bon de commande** et le **numéro du contrat** ;
- Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

10.2 : Délai global de paiement

Le délai maximum de paiement, sur lequel l'acheteur s'engage, est de trente (30) jours. Le point de départ de ce délai de paiement s'effectue à la date de réception de la facture conforme par Sorbonne Université.

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de quarante (40) euros s'ajoute aux intérêts moratoires.

10.3 Paiement des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € T.T.C, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le représentant du pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

Pour le sous-traitant, le titulaire du marché joint une attestation de paiement direct indiquant la somme à régler directement à chaque sous-traitant concerné ou motive le refus de paiement. Ce montant tient compte d'une éventuelle variation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

10.4 : Acompte

Il ne sera versé aucun acompte au titre du présent marché.

10.5 : Avance

Sauf renonciation du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance de 10 % peut être versée dans les conditions de l'article L2191-2 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance s'effectue dans les conditions des articles R2191-11 et suivants du même code.

10.6 Nantissement ou cession de créance

Le Titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R.2191-46 à R.2191-63 du code de la commande publique.

Article 11 : Pénalités

Il est fait application des pénalités ci-dessous :

Motifs	Pénalités
Non-respect du délai d'expédition des titres CESU à partir de la réception de la commande	50 € HT par bénéficiaire concerné
Non-respect du délai de remplacement des titres CESU en cas de perte ou de vol au cours du transport	50 € HT par bénéficiaire concerné
Non-respect du délai de remise du Tableau de bord	100 € HT par jour de retard
Défaut de réponse sous le délai contractuel à partir de la réception d'une demande d'information de Sorbonne Université ou d'un bénéficiaire	20 € HT par jour de retard
Non-respect du délai de remise des devis	20 € HT par jour de retard
Indisponibilité non prévue de la plateforme dématérialisée de gestion des e-CESU de plus de 1 jour calendaire	500 € HT par jour calendaire d'interruption du service, à compter du début de l'indisponibilité
Absence non motivée à un rendez-vous auquel le titulaire est dûment convoqué par Sorbonne Université	150 € HT par absence non justifiée
Non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles n'impliquant pas des données à caractère personnel	Application d'une pénalité égale à 0,5 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur
Défaut d'information de survenance d'un incident ou d'une période de maintenance de la plateforme de gestion des e-CESU	200 € HT par incident constaté

Promotion de produits ou de services que le Titulaire commercialise dans le cadre du service client	200 € HT par incident constaté
---	--------------------------------

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-TIC, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total est inférieur à 1 000 € pour l'ensemble du marché. Aussi, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 20% du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

Ces pénalités sont, par principe, appliquées par précompte sur les sommes dues au Titulaire. En cas d'impossibilité d'application desdites pénalités lors du mandatement, les pénalités font l'objet d'un titre de recette adressé au Titulaire. Toutes les infractions sont constatées par le Pouvoir adjudicateur ou tout contrôleur désigné par celui-ci, qui tient lieu d'unique formalisme pour appliquer les pénalités correspondantes.

Toutes ces pénalités sont cumulables. Néanmoins, dans l'hypothèse où il y aurait une relation de cause à effet entre deux pénalités, seule la pénalité la plus forte est prise en considération. Le titulaire reste intégralement redevable de l'exécution de la prestation dont la non-réalisation a donné lieu à l'application de la pénalité, et ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement de ladite pénalité.

11.1 Pénalités pour manquement aux obligations associées à la protection des données à caractères personnel

En cas de méconnaissance de la réglementation liée à la protection des données à caractère personnel et des stipulations du présent document, les pénalités suivantes seront appliquées :

- Pénalité forfaitaire de 100 € HT par jour de retard (à compter du jour où l'acheteur est informé par la personne concernée) pour non-respect des droits des personnes (personne qui demande la rectification de ses données personnelles ou l'effacement de celles-ci).
- Pénalité de 1 000 € HT par jour (après constat fait par l'acheteur) en cas de fuite et de violation de données à caractère personnelle,
- Pénalité forfaitaire de 100 € HT par jour de retard (à compter du jour de la notification) pour non-tenue et transmission à l'acheteur du registre des activités de traitement.

11.2 Pénalités en cas de non-transmission du contrat de sous-traitance

Le titulaire du marché est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels à l'acheteur, lorsque celui-ci en fait la demande. À défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de quinze (15) jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par l'acheteur, le titulaire encourt, par dérogation à l'article 3.6 du CCAG FCS, une pénalité journalière égale 1/300ème du montant hors taxes du marché déjà exécuté, éventuellement modifié par avenant. Cette pénalité s'applique pour chaque jour de retard.

11.3 Pénalités pour non-conformité des formalités relatives au travail dissimulé

Conformément à l'article L8222-6 du code du travail, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du même code, il pourra lui être appliqué, après mise en demeure restée sans effet, une pénalité journalière de 100 € HT, dans la limite des amendes encourues, en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5, et de 10 % du montant du marché. Ces pénalités sont cumulables.

Article 12 : Défaillance du titulaire

En cas d'inexécution de prestation, de retard ou d'exécution partielle, pour quelque motif que ce soit, et faute d'accord entre les parties, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire appel au prestataire de son choix pour suppléer à la défaillance du titulaire, aux frais et risques du titulaire, sans qu'une décision de résiliation aux frais et risques ne soit nécessairement prononcée à son encontre.

Article 13 : Modification du contrat

Toute modification du contrat fera l'objet de la passation d'un avenant dans le respect des dispositions des articles R2194-1 à R2194-10 du Code de la commande publique.

Evolution de la réglementation : Par dérogation aux dispositions des articles 5.2.2, 6.2 et 7.2 du CCAG FCS, la modification des dispositions législatives et réglementaires relatives à la législation sur la protection des données à caractère personnel, la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail, ainsi qu'à la protection de l'environnement applicables dans le cadre du présent contrat, ne donnera pas lieu à la conclusion d'un avenant avec le titulaire.

Le titulaire est tenu d'appliquer d'office les nouvelles dispositions législatives et réglementaires sans surcoût.

Article 14 : Résiliation

Le présent marché peut, être résilié à tout moment par l'acheteur, suite à une faute ou une défaillance du titulaire ou bien par simple décision unilatérale, sous respect d'un préavis de trente (30) jours par envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

La résiliation est alors prononcée par l'acheteur, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité.

L'acheteur peut se prévaloir des stipulations de l'article 41 du CCAG FCS. Le cas échéant, les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre contrat, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à la personne publique.

Par ailleurs, Sorbonne Université peut résilier le marché sans indemnité, en cours d'exécution, par décision avec date d'effet, envoyée en recommandé avec avis de réception, si :

- Après mise en demeure du titulaire assortie d'un délai, des défauts constatés n'étaient pas corrigés ;
- En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R2153-6 à R2143-10 du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R1263-12, D8222-5 ou D8222-7 ou D8254-2 à D8254-5 du Code du travail ;
- Le titulaire du marché a sous-traité en contrevenant aux dispositions du Code de la commande publique ;
- En cas de liquidation judiciaire du titulaire, le marché est résilié à la date du jugement du tribunal de commerce.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS, dans le cas d'une résiliation du marché pour motif d'intérêt général, Sorbonne Université se réserve le droit de résilier unilatéralement et à tout moment le présent marché.

A ce titre, le titulaire ne pourra prétendre qu'à une indemnisation proportionnelle au montant des prestations restant à exécuter pour la période allant de la résiliation du contrat à la date initialement

convenue de cessation des prestations. Les dépenses afférentes au manque à gagner et autres frais ne seront pas portées au décompte de résiliation.

Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

L'acheteur peut se prévaloir des stipulations de l'article 45 du CCAG FCS. Ainsi, il peut faire procéder à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcé aux torts du titulaire.

S'il n'est pas possible à l'acheteur de se procurer, dans les conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le titulaire du marché résilié doit fournir toutes les informations recueillies et tous les moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de celui-ci par le tiers désigné par l'acheteur. L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du contrat, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

En cas de non-respect des stipulations prévues au contrat, l'acheteur se réserve le droit, en cas de préjudice constaté, d'exercer toute action en réparation à l'encontre du titulaire.

Article 15 : Différends

L'acheteur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet de celui-ci.

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant les motifs de son désaccord et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Par dérogation à l'article 46 du CCAG FCS, ce mémoire doit être communiquée à l'acheteur dans le délai d'un mois courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion. L'acheteur dispose d'un délai d'un mois, courant à compter de la réception du mémoire en réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

L'acheteur ou le titulaire peut soumettre tout différend qui les oppose à un comité consultatif de règlement amiable des litiges, dans les conditions mentionnées aux articles R2197-1, D2197-15, D2197-17 et R2197-16 du Code de la commande publique.

A défaut d'accord le litige sera confié à la juridiction compétente, le Tribunal Administratif de Paris.

Article 16 : Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du contrat, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

L'attestation d'assurance est déposée par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par Sorbonne Université, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

Article 17 : Pièces et attestations à fournir

Le titulaire s'engage à fournir tous les six (6) mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par Sorbonne Université, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

A défaut, le marché peut être résilié dans les conditions prévues au présent CCP.

Article 18 : Changement de situation du titulaire

Le titulaire du marché doit informer Sorbonne Université – Direction des Achats – 1, rue Victor Cousin – 75230 PARIS CEDEX 05, de tout changement concernant notamment :

- Sa raison sociale (nouveau nom ou statut de l'entreprise) : un extrait de Kbis du registre du commerce et l'extrait des Annonces Légales Juridiques traduisant ce changement devront alors être adressés ;
- Son compte de règlement : le titulaire adressera un mail précisant qu'il veut être payé à un nouveau compte que celui indiqué sur le marché et joindra le nouveau RIB ;
- Le destinataire du paiement : le titulaire adressera un mail explicatif de ce changement avec un relevé de compte du nouveau destinataire.

Ces changements doivent être signalés impérativement à Sorbonne Université avant toutes nouvelles facturations. Le paiement des factures sera suspendu tant que Sorbonne Université ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la signature d'un avenant éventuel.

Article 19 : Dérogation au CCAG-FCS

Il est dérogé aux articles du CCAG-FCS, en ce qui concerne uniquement les clauses indiquées ci-dessous :

Article du CCAP	Article du CCAG-FCS
4	4
6.3	3.6
11	14
11.2	3.6
13	5.2.2, 6.2 et 7.2
14	42
15	46

